

ASSOCIATION DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES COMMUNAUTÉS DE FRANCE

Association loi 1901 - 191, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS

COMPTE RENDU DU BUREAU DU MERCREDI 14 AVRIL 2010 *ADCF - Paris*

Membres présents :

Pascal FORTOUL, Président
Jean-Paul VOGEL, Président délégué
Patrice BRETON, Secrétaire
Bernard MÉRY, Vice Président,
Pierre LORY-FORET, Vice Président
Philippe PASQUET, Vice Président, délégué régional Aquitaine
Mathieu CHARTRON, délégué régional Franche-Comté
Frédric PIN, délégué régional Rhône-Alpes
Laurence BADEL

Assistaient :

Laurence ANGLEYS, ADGCF, chargée du partenariat,
Marie-Agnès DUCROT, assistante du président

Excusés :

Marie-Noëlle ANDURU, Michel BIRÉ, Jacques BOUYAT, Mathieu CHARTRON, Patrice COUÉ,
Jean-François DAUVERGNE, Dominique GARNIER, Hervé HEITZ, Patrick PHULPIN, Martine
POIROT.

A l'ordre du jour :

- Point sur les adhésions,
- Thème et programme des Universités d'Été,
- Compte-rendu de l'audition à la DGCL sur la mutualisation,
- Point sur les réformes.

1- Point sur les adhésions :

Le rapport de Fabienne BOUCHER donne 457 adhérents, dont 363 renouvellements, sur 535 adhérents en 2009.

Nous avons 94 adhésions nouvelles mais 172 non renouvellements.

La liste sera diffusée aux délégués régionaux pour des contacts de relance. Il faut aussi voir les changements de poste.

Nous avons un problème avec Jacques MARSAUD qui refuse par principe l'assurance, par l'acceptation du risque du détachement. Notre accord avec la SMACL repose sur l'adhésion de tous les DGS en détachement. Nos adhésions créent aussi un principe de solidarité par l'assurance.

La question de la cotisation et de l'assurance sera abordée lors de la prochaine assemblée générale le 6 juillet pour arrêter une position. Un groupe de travail (Jean-Paul VOGEL, Jean-François DAUVERGNE et Michel BIRÉ) va étudier la question pour faire une proposition lors de l'AG. Il faut mettre en débat ; sommes-nous une organisation professionnelle ou corporatiste ; est-ce notre mission d'assurer les accidents de carrière ?

Autre question : la demande d'adhésion de Jean-Marc GARINOS (ancien DGS de la CC du Kaiserberg) et aujourd'hui DGS d'un syndicat mixte. Il a la possibilité de faire partie du second collège d'adhérents. Nous relancerons aussi nos anciens collègues dans ce collège. Jean-françois DAUVERGNE est chargé de cette relance.

2- Thème et programme des Universités d'été 5 et 6 juillet au grand Bornand :

Nous devons confirmer le choix du thème : Les relations communes / communautés.

Au sein du bloc local, les relations financières et fiscales (le pacte) et la mutualisation.

La plaquette sera diffusée début mai, avec une fiche de pré-inscription.

Animation assurée par Joseph CARLES.

Quelle organisation : comme en 2009 :

- 1^{er} jour : deux intervenants le matin et début d'après-midi (9h30-15h30) et un intervenant l'après-midi (15h30-17h).

Pas d'ateliers séparés qui demandent une restitution (prend du temps) et demande un intervenant supplémentaire.

Nous cherchons un grand témoin : contact avec Didier MIGAUD.

L'organisation est confiée à Pascal FORTOUL.

Pour le thème « Pacte financier », nous demandons à Ressources Consultants (M. JULLA). Les collègues sont sollicités pour donner des contacts. Il serait bien de trouver un tandem interco / commune. Il faut présenter deux aspects : la méthodologie et une expérience. L'intégration financière est aussi intéressante (voir l'expérience de Jacques BOUYAT).

Pour la « Mutualisation », il faut l'adosser à l'intercommunalité et non à une commune centre.

Nous demandons aux collègues de Rennes ou de Chalans ; il faut mettre en avant une gestion unifiée au niveau de l'intercommunalité. Le cabinet est à trouver. Penser aussi aux petites intercommunalités ou à une expérience qui a abouti à un échec.

Nous devons aussi organiser le débat sur la question de la direction : doit-elle être unique ou pas ?

L'organisation est confiée à Jean-Paul VOGEL.

Nous faisons intervenir un universitaire, pour une vision transversale : voir Alain FAURE.

Le programme :

Lundi :

9h-9h30 : Accueil et introduction.

9h30-11h : 1^{er} atelier

11h15-12h30 : 2nd atelier

14h-15h : suite du 2nd atelier

15h15-17h : grand témoin ou intervention extérieure

Mardi :

9h-10h : synthèse de la 1^{ère} journée

10h15-12h30 : table ronde avec des élus et l'ADCF

Après-midi : assemblée générale statutaire.

Nous devons encore définir notre place vis à vis de l'ADCF, par exemple dans le contexte des réformes.

3- Réunion du 7 avril avec la DGCL :

Cette réunion comprenait l'ADCF et l'ADGCF (Pascal FORTOUL et Jean-François DAUVERGNE°). Cette rencontre avait été demandée par la DGCL avec l'objectif de confronter les articles 33 et 34 du texte du Sénat à la pratique de la mutualisation.

Le rapport de cette rencontre sera diffusé.

Plusieurs points ont été dégagés :

1- La mutualisation doit être adossée sur l'intercommunalité (in house).

2- Les EPCI devront élaborer un schéma directeur de la mutualisation, avec un rapport annuel ; ce sera une obligation.

3*- 4 pistes étudiées :

- prise de compétences supplémentaires, avec transfert du personnel, en fonction de l'intérêt communautaire. En cas de transfert partiel il y aura une convention avec les communes sur le personnel.
- prestation de services : l'intercommunalité devient une plateforme de services dans un sens descendant (in house) (diminution des SIVU). L'intercommunalité ne doit pas seulement devenir une plateforme de services pour les communes.
- administration unique : l'EPCI est l'employeur unique dans une gestion unifiée et met à disposition le personnel aux communes par convention. La gestion RH est mutualisée.
- mutualisation des services communes : il y a agrégation des services au niveau de la Communauté (par exemple : finances, RH, juridique, ...). Il n'y a pas de définition des services communs ; avec quelles limites ? S'opère par mutation ou mise à disposition individuelle ou collective du personnel ?

4- Rencontre du 13 avril avec le CNFPT :

Il s'agit d'une rencontre régulière, avec la direction nationale, l'INET, le syndicat des DG, l'association des administrateurs, l'AITF, l'ADGCF, l'ABF, l'association des directeurs des régions et des départements, l'association des conservateurs et l'association des médecins de PMI.

L'objet est de construire un programme pluriannuel de formation.

Le CNFPT a rappelé ses quatre priorités.

La question est posée de l'articulation entre l'INET et les ENACT (devenant des INSET, avec une spécialisation).

Nous avons proposé un partenariat pour nos actions :

- le programme est à communiquer rapidement.
- sur le principe de rémunération des intervenants (une prise en charge directe nécessite une mise en concurrence).
- une demande de participation financière (pour les Universités d'été : 3 000 €) et aussi une participation de stagiaires pour les actes.
- les relations avec les ENACT, pour les actions en région : un intérêt mais c'est impossible en raison de la gestion aprioritaire. C'est à voir avec chaque délégation régionale comme cela a été fait en Aquitaine et Limousin.

5- Prochains rendez-vous :

- Journée d'information sur le réseau France Télécom, le 27 avril : l'association représentée par Jean-Paul VOGEL.

- Interoutes et Villes à Metz : l'ADGCF pourrait animer un atelier le 28 octobre. Il faut un représentant compétent techniquement d'une Communauté ayant une compétence voirie, pour un interview. Nous avons la possibilité d'une réunion régionale dans le cadre du Salon sur ce thème. Mais a-t-on une spécificité intercommunale sur ce sujet ? Ce sera vu avec le délégué régional Jean-Charles DE Belly.

- Contac avec Patrick COURTOIS : il propose une journée nationale ou un colloque sur le thème : Face aux métropoles, quelle place pour les Communautés péri-urbaines et rurales ? L'idée est de la programmer en fin d'année dans une rencontre nationale (ou de l'intégrer dans les ETS les 1^{er} et 2 décembre). Aussi, monter un partenariat avec Sciences Po Paris (demande à Denis Archer).

- Autres actions :

- Université du management à Toulouse, les 27 et 28 août, sur le thème : La gouvernance des territoires à l'heure des métropoles. Nous avons la proposition d'animer un atelier sur Métropole et pôle métropolitain, avec un exemple étranger. Une réunion préparatoire a lieu à Paris le 22 avril.

- Colloque sur les transports : à voir avec le Club des Agglos.

- Réunions nationales :

- Gestion des déchets et redevance incitative ; par manque d'incrits, la date est reportée. Il faut anticiper l'information car il faut un mois et demi pour permettre l'organisation. C'est reporté au vendredi 11 juin chez EDF (à demander).

- Colloque de Fontenay le Comte le 19 juin sur la dynamique des territoires. Accueil la veille possible, avec une soirée réservée.

- Convention ADCF : 14 et 15 octobre à Dijon. Nous organisons la soirée du 13 octobre pour échange et restaurant.

- Réunions régionales : il y a un manque d'information :

7 mai en région Alsace, sur la dématérialisation.

28 avril en PACA..

A la rentrée, en Aquitaine, sur la gouvernance.

- Réunion nationale le mercredi 24 au Salon des Maires (23 au 25 novembre), sur le thème des transports et des DSP. Voir pour avoir une salle.

6- rencontre avec ETD :

Il s'agit d'une émanation de la DATAR.

Nous avons un intérêt à adhérer à cette association. Nous pouvons avoir un programme d'études en commun. Elle peut être un référent pour notre site Internet, en plus de Mairie Conseil.

7- Club des agglos de l'ADCF :

Nous nous associons avec l'ADCF, sur le choix des thèmes et l'organisation.

Le temps fort annuel est la 7^{ème} Journée des Présidents d'Agglos le 20 mai, à l'Assemblée Nationale.

Nous transmettrons l'information sur les Universités d'été des 5 et 6 juillet au Grand Bornand.

Les ateliers prévus jusqu'au printemps 2001 :

- la révision des PDU et la conformité à la loi SRU et au Grenelle, en septembre.
- la réforme de l'urbanisme commercial.
- l'action sociale, le 4 novembre.
- le développement économique et les restructurations, le 28 juin.
- les ressources humaines intercommunales début 2011 (étude en cours).

Le Secrétaire,
Patrice BRETON